

M. le Président: A l'ordre! Lorsque la Chambre a levé la séance à 13 heures, l'honorable députée de Louis-Hébert (M^{me} Duplessis) avait la parole.

[Traduction]

Mme Suzanne Duplessis (Louis-Hébert): Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter de votre élection à la présidence de cette assemblée et de vous souhaiter bonne chance dans vos nouvelles fonctions. Vous héritez de nombreuses responsabilités, mais je suis certaine que vous vous en acquitterez avec dignité et assurance. Personnellement je peux vous garantir mon entière coopération.

• (1510)

[Français]

C'est avec énormément de plaisir que je prends la parole cet après-midi à la Chambre afin de faire part de mes commentaires suite au discours du Trône ouvrant la deuxième session de la 33^e législature.

Je me réjouis, monsieur le Président, de l'orientation proposée par le présent gouvernement pour les mois qui viennent. Comme le disait Michel Roy dans le journal *Le Devoir* du 2 octobre: «C'est un bon discours. Il marque à la fois la continuité et le changement.» Continuité parce que les grands thèmes déjà contenus dans le programme législatif de 1984 demeurent une priorité: la réconciliation nationale et le renouveau économique; et changement et nouveauté, parce qu'on accordera désormais une importance accrue aux politiques sociales.

Maintenant que la relance économique est bel et bien amorcée et que la situation économique ne cesse de s'améliorer, notre gouvernement, toujours soucieux de l'équité, s'attaque maintenant à rendre, dans la mesure de nos moyens, les mesures sociales déjà existantes davantage satisfaisantes pour tous les Canadiens et toutes les Canadiennes.

Les énoncés contenus dans ce discours témoignent grandement du réalisme et du sens de la justice qui guident le Cabinet. Maintenant la réalité économique permet qu'on s'attaque aux mesures sociales et en autant que faire se peut, c'est ce que l'on fait.

Monsieur le Président, lorsque j'ai posé ma candidature dans la circonscription de Louis-Hébert, il y a maintenant plus de deux ans, c'était pour pouvoir défendre, entre autres, quatre grands objectifs qui me tenaient particulièrement à coeur.

Le premier visait à faire en sorte que le Québec devienne signataire de l'entente constitutionnelle, qu'il reprenne la place qui lui revient dans le Canada et que ses droits soient respectés. Le gouvernement Mulroney s'était engagé à oeuvrer avec tous les Canadiens à la réconciliation nationale.

En deux ans, des pas de géants ont été franchis. Le Sommet de la Francophonie, auquel j'ai eu la chance de participer, prouve incontestablement que notre gouvernement a su établir des discussions ouvertes et franches. Avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur, cet événement, fort important pour le monde de la Francophonie, n'avait jamais pu être tenu, car les libéraux fédéraux n'arrivaient pas à s'entendre avec leurs homologues québécois pour déterminer la participation de Québec à cet important sommet. Grâce aux efforts faits par notre premier ministre et le Cabinet, ce premier sommet a été organisé et a connu un succès éclatant. De plus, on s'active

L'Adresse—M^{me} Duplessis

déjà à la préparation du deuxième qui se tiendra à Québec en septembre 1987. En tant que députée de la province de Québec et de la région de Québec, je ne suis pas peu fière de constater les résultats concrets de cette collaboration.

Dans cette même voie, le discours du Trône nous assure que le gouvernement entend poursuivre avec le Québec des négociations constitutionnelles et que les consultations déjà entreprises restent de toute première importance en vue de redonner au Québec sa place légitime dans la fédération canadienne.

Je suis donc fort confiante, car le passé, dit-on, est garant de l'avenir! Alors, compte tenu des meilleurs rapports établis en deux ans, je suis assurée que les mois qui viennent seront fort prometteurs.

Je tiens à assurer ici, à tous les Québécois et à toutes les Québécoises, que je continuerai de travailler avec acharnement à cet important dossier. Il était, et il est toujours pour moi, prioritaire, et j'ai bel et bien l'intention de ne ménager ni mon temps ni mes efforts pour que nos deux paliers de gouvernement en arrivent à une entente.

Mon deuxième objectif était de travailler à ce que le Canada, comme pays industrialisé, prenne un rang de chef de file, de leader, sur la scène mondiale. Pour ce faire, il fallait s'assurer que le gouvernement élu saurait ramener l'économie canadienne en bonne santé et favoriser l'expansion d'industries modernes et concurrentielles et que le développement technologique deviendrait l'essence même de cette modernisation. Il y serait un ingrédient essentiel.

Après deux ans d'administration, notre bilan est fort impressionnant.

Les quelque 563 000 emplois qui ont été créés au pays depuis septembre 1984 constituent un bilan qu'aucun autre gouvernement n'a pu réaliser au cours des deux dernières décennies. Au fait, il se crée des emplois plus rapidement au Canada que dans n'importe quel grand pays de l'OCDE. Le chômage est à son plus bas niveau depuis plus de quatre ans, les taux d'intérêt ont fortement fléchi et la hausse des prix à la consommation a également été tenue en échec.

Voilà des résultats qui démontrent que nous avons tenu nos promesses. Mais, notre gouvernement a exprimé, mercredi dernier, sa ferme intention de favoriser encore davantage la reprise économique, en continuant d'assainir les finances publiques, en prenant de nouvelles initiatives commerciales et en procédant à une réforme du régime fiscal.

Mon troisième objectif, qui m'importait beaucoup et qui m'importe toujours, était d'assurer un avenir prometteur à nos jeunes en créant de l'emploi. C'est pourquoi, le projet de libre-échange avec les États-Unis est pour moi un défi majeur pour le Canada. Les importantes négociations que nous sommes en train de mener permettront aux entreprises canadiennes d'avoir accès à un marché douze fois supérieur au nôtre, les obligeant du même coup à devenir plus compétitives, encore là, en se modernisant et en développant de nouvelles technologies. Nous vivons dans un monde d'internationalisation où notre prospérité future dépend très largement du commerce extérieur. C'est pourquoi notre gouvernement s'emploie à trouver de nouveaux marchés sûrs pour nos exportations et qu'il mène des pourparlers bilatéraux avec les États-Unis. Ayant moi-même siégé au Comité des relations internationales et ayant participé aux audiences publiques tenues à travers le Canada,